

Arrêt d'urgence

Regards croisés sur des impasses contemporaines

Valeria Wagner,
Stéphanie Girardclos & Elizabeth Kukorelly



1. Il y a urgence : vite, ne faites rien !!

« L'état d'urgence pour faire oublier les tas d'urgences »... ce graffiti a été écrit en décembre 2015 sur les murs de Paris, en référence aux mesures sécuritaires mises en place en France le 20 novembre 2015 suite aux attentats terroristes du 13 novembre. Depuis les perspectives écologiques et climatologiques, c'est le contraire qui est généralement dénoncé : la multiplicité d'urgences ponctuelles qui brouillent les priorités globales, faisant oublier « l'état d'urgence planétaire » dans lequel se trouve *de facto* l'humanité. Dans les deux cas la logique de l'urgence suscite de la méfiance : les mesures prises *en son nom* sont soupçonnées d'être instrumentalisées, ou en tout cas de détourner l'attention de ce qui serait la « véritable » urgence; l'impératif à agir vite qu'elle implique, est tantôt ressenti comme une stratégie de légitimation d'une prise de pouvoir, tantôt subi avec impuissance, frustration ou cynisme.

Et il est vrai que même lorsque il n'y pas d'instrumentalisation délibérée, les urgences ont un caractère impératif et incontestable. Par sa temporalité, l'urgence impose une prise de décision rapide, sinon irréfléchie, du moins écartant la complexité et les options multiples.

Dans l'urgence il faut cibler et réduire, s'en tenir à un seul cours d'action, que le manque de temps ne permet pas de questionner. C'est pourquoi, dès que l'on quitte les cas de figure des urgences vitales « simples » – urgences médicales, accidents, incendies, etc. – l'invocation de l'urgence comporte toujours le risque de perte des pouvoirs de délibération et de décision. Lorsqu'il s'agit d'état d'urgence (politique), la perte s'étend aux droits et au pouvoir d'action : là l'urgence implique obéissance, acquiescence, voire passivité. Dans le cas de « l'état d'urgence climatique », la situation est encore plus paradoxale, car l'injonction à agir est d'autant plus forte que la délégation est difficile (à qui délègue-t-on ?), et que les mesures individuelles, même nationales, ne font pas le poids face à ce qui est présenté comme une situation planétaire ingérable.

Nous nous sentions déjà prises en otage par la rhétorique et les discours de l'urgence en 2012, quand nous avons participé à l'organisation d'une journée d'études interdisciplinaires autour du développement durable¹. Sans être convaincues par l'usage du terme « dévelop-

¹ Cette journée était organisée par Guillemette Bolens, alors vice-rectrice de l'Université de Genève. Nous la remercions de cette initiative et d'avoir créée cette occasion d'échanges interdisciplinaires horizontaux.

pement », nous étions d'avis que la question de la « durabilité » de notre vie sur Terre était des plus vitales et intéressantes, qu'elle n'aurait pas de réponses exclusivement techniques ou technologiques et qu'elle exigeait des approches et des savoirs multiples, dépassant les frontières disciplinaires et les visions d'« experts » habituellement en usage. En même temps, notre impression était que pour pouvoir penser la durabilité, il était indispensable de problématiser le sentiment d'urgence qui traverse toutes les sphères d'activités, de réflexion, et des prévisions de notre époque. Nous avons ainsi proposé un atelier de réflexion sur « Les temps de l'urgence », titre qui nous semblait bien caractériser au moins une des facettes prédominantes de notre époque, avec ses multiples crises – politiques, économiques, écologiques, militaires, humanitaires, climatiques – ses médiations sensationnalistes, son penchant idéologique sécuritaire, accompagné d'un insensé laisser-faire. L'atelier visait surtout à analyser les discours de et sur l'urgence, avec leurs effets souvent démoralisants et paralysants. Il voulait intégrer à la pensée sur la durabilité une critique de l'« idéologie de l'urgence »²; et démontrer sa logique paradoxale, qui rythme la vie dans nos sociétés européennes actuelles, pourtant parmi les plus protégées du monde. Les interventions des participant.e.s à l'atelier nous ont confirmé les effets négatifs des discours de et sur l'urgence ; elles nous ont aussi encouragées à explorer sérieusement la signification des appels qui circulent aujourd'hui aux « nouveaux paradigmes » et au « changement de société ».

Suite à cet atelier, nous avons continué nos rencontres pour développer les intuitions critiques que nous avons eues lors de notre premier atelier, avec la consigne d'éviter la posture catastrophiste, et de s'encourager mutuellement à produire des raisonnements non-paralysants. Ce dossier rassemble quelques-uns des points de vue, approches et savoirs issus de nos échanges. Il s'agit de réflexions adressées à un lectorat

européen, issu de disciplines variées ; elles visent à établir des liens entre les différentes manières d'aborder l'urgence de nos temps, tout en écartant avec fermeté l'intimidation omniprésente des sujets urgents. D'où le titre de ce dossier, « Arrêt d'urgence », avec lequel nous souhaitons évoquer, à la fois la nécessité de stopper le train des habitudes, de faire une pause pour penser, et d'abandonner la représentation urgentiste des crises et des problèmes, pour trouver des voies d'issue aux enjeux actuels.

2. Il y a urgence : comment s'y prendre ?

L'injonction de l'urgence n'aide pas à analyser ni à réagir aux crises complexes ni à la situation planétaire actuelle. Par sa dimension inévitablement politique et violente, l'urgence, au contraire, enlève le peu d'espace de pensée et de marge de manœuvre que nous croyons avoir, alors que la situation demande que nous prenions, plus que jamais, des libertés. C'est du moins ce que nous concluons des contributions que nous avons reçues : chacune d'elles analyse des impasses créées par la posture « urgentiste », et propose des reformulations ou explorations pour en sortir.

Nous avons choisi d'ouvrir ce dossier avec l'article d'Hy Dao, « Mesurer l'urgence : quantification des risques et identification des priorités », qui retrace l'histoire de la notion d'urgence climatique et écologique. Dao nous rappelle qu'elle a été décrétée dès les années 1970, parallèlement à la notion de durabilité³. Or, presque un demi-siècle plus tard, c'est l'urgence qui est devenue durable ! Plutôt que de se fixer sur celle-ci, Dao se penche sur ses indicateurs, nous invitant à réfléchir au cadre d'interprétation des données qui signifient l'urgence. Concrètement, après avoir passé en revue différents moments dans l'histoire de ce qu'il appelle la « quantification de l'environnement » – la mise en chiffre de son état et de

² Expression tirée de Bouton (2013). Nous avons pris connaissance du livre de Christophe Bouton, *Le temps de l'urgence*, peu après avoir conçu notre atelier. La coïncidence des titres indique à notre avis aussi que la méfiance à l'égard des mandats paradoxaux de l'urgence se propage.

³ Un ouvrage paru récemment fait le même constat à l'égard de la notion d'adaptation : elle est également évoquée depuis les années 60-70 en réponse aux limites des ressources naturelles. Or, au lieu d'adapter la (voir la revue de presse du livre de Romain Felli, 2016).

son rapport à l'humanité – Dao propose de l'aborder à la lumière de la notion de limite, à son avis plus adéquate à la compréhension et à la gestion des problèmes globaux. De notre point de vue, la notion de limite permet de sortir d'une temporalité de l'urgence – sans cesse remise en question – et d'orienter les enjeux vers une notion de seuil, de point de bascule. Elle donne un certain pouvoir aux citoyens et décideurs sur la conception-même de la durabilité, qui s'est avérée aussi fluctuante que les échéances temporelles de l'urgence. Les limites permettent en effet de poser des questions en termes de choix de société : où voulons-nous les tracer ? Et à quelle vitesse voulons-nous nous en rapprocher, sachant que le point de bascule nous reste inconnu ?

L'article suivant, « Penser les pratiques audiovisuelles au temps de l'urgence », part également du constat de l'apparition synchronisée de l'urgence et de la durabilité comme mantras de notre société. Interrogeant les liens entre les urgences politiques de nos temps et leur médiatisation, Elena López-Riera se penche sur les changements introduits par les nouveaux dispositifs de communication que sont les téléphones portables et internet, dans la circulation et la « fabrication » des récits de et sur l'urgence. López-Riera souligne que ces nouveaux dispositifs permettent aux citoyens ayant accès à ces technologies d'intervenir sur les situations urgentes et de les rapporter presque immédiatement, depuis des points de vue qui ne sont pas relayés par les grands médias. Cette possibilité d'agir sur les situations et de les raconter en mots propres démonte les paradoxes de l'urgence, ouvrant la voie pour une réflexion politique qui ne cède pas aux rengaines du moment et propose une alternative. Certes, comme López-Riera le montre avec des exemples parlants, internet est aussi l'espace par excellence d'un renforcement actuel de l'idéologie sécuritaire. Mais c'est précisément pour résister à la logique sécuritaire qu'internet est un espace à occuper et utiliser.

A ce stade, une réflexion sur le statut de l'urgence en philosophie politique s'imposait tout naturellement. Dans « L'urgence politique, la nouvelle utopie sécuritaire et les menaces à la liberté et à la pensée », Dolores Amat

part des définitions et analyses de « l'état d'exception » que les urgences génèrent et légitiment, établissant des liens avec la tendance sécuritaire des états contemporains. Outre le fait que les situations d'urgence ne sont pas favorables aux processus démocratiques des sociétés complexes, Amat questionne l'idéologie sécuritaire qui s'impose au rythme des décrets d'urgence et observe des similitudes avec le passé totalitaire européen. Elle se base sur les travaux d'Hannah Arendt, qui avait analysé comment les Etats totalitaires « bloquent » la réflexion, le processus même de penser. Soutenue par les discours sur l'urgence – légitimés, notamment, par le terrorisme – l'idéologie sécuritaire crée ainsi des conditions adverses à la pensée. Toutes proportions gardées, ces conditions sont comparables à celles que connut l'Europe dans un passé pas si lointain, et qui donnèrent lieu, entre autres, à la complicité des gens – le plus souvent tacite et passive – avec des crimes contre l'humanité. Or, encore une fois toutes proportions gardées, une « paralysie de la réflexion » comparable à celle dont parle Arendt semble nous frapper à l'heure de penser les « urgences climatiques », et d'évaluer notre rôle – complice, actif, passif, etc. – dans les « crimes contre la Terre ».

C'est depuis la perspective de la physique et dans le contexte de la crise énergétique, que Basile Grandjean démontre la nécessité de douter de notre sens commun et de repenser à une catégorie aussi évidente et centrale que celle de l'énergie. Dans « Energie renouvelable et énergie fossile : deux facettes du même paradigme ? » Grandjean constate que la notion d'énergie « renouvelable », brandie aujourd'hui comme l'icône de la durabilité, est encore profondément liée au concept d'énergie issu du règne des hydrocarbures. Le concept d'énergie qui s'impose aujourd'hui au sens commun correspondrait en effet au cas spécifique des énergies fossiles substantielles. Il se serait greffé sur un cadre théorique et philosophique en quête d'absolus universels préexistants. L'évolution de ce concept serait à la base de la vision thermo-centriste de nos rapports à l'environnement, qui réduit ce dernier à une source d'énergie utilisable. La crise actuelle ne serait donc pas véritablement énergétique, mais plutôt le symptôme d'une modifica-

tion des rapports entre la société humaine et son environnement. La révision du concept d'énergie devrait ainsi avoir lieu dans le cadre d'une réflexion plus large sur ces rapports.

Les réflexions de Grandjean sur l'énergie et celles de Dao sur les limites nous rappellent que les concepts sont inscrits dans des récits historiques et sociaux divers. Dans le dernier article du dossier, Valeria Wagner explore le potentiel des récits pour déclencher la révision du réseau conceptuel qui, naturalisé et pris comme fidèle médiation de la « réalité », empêche d'envisager des alternatives à l'ordre actuel. Dans « Récits à bascule », elle propose d'abord de lire la théorie de l'effondrement comme une alternative aux visions apocalyptiques et régulatrices de l'avenir, toutes deux redevables de l'idéologie du progrès. Reprenant les réflexions des « collapsologues » Pablo Sévegnin et Raphaël Stevens sur la nécessité de « décoloniser l'imaginaire », elle souligne les points de convergence et de complémentarité entre la démarche de « débranchement » avancée dans la perspective effondriste et celle du « désengagement », liée à la pensée décoloniale latino-américaine, pour mieux comprendre en quoi consisterait, concrètement, une telle « décolonisation ». Elle se tourne ensuite sur la question du rôle des récits dans ce processus, à travers deux cas, de genres et d'horizons culturels différents : *Légationville* (2011) de China Miéville et *Le Manège* (2001) de César Aira. Son hypothèse est que ces récits explorent des gestes, des rapports, et des positions capables de déclencher des réactions en chaîne dans les liens, concepts et valeurs dominantes.

3. Ni urgence ni laisser-faire

Qu'elle soit ou non instrumentalisée, l'urgence fait diversion, naturalise les situations, nous pousse à accepter l'état de choses sans questionnement. Cependant, l'urgence n'est pas la seule raison pour laquelle nous acceptons ou subissons l'ordre (ou désordre) actuel. On pourrait même dire que le sentiment d'urgence que nous connaissons tous, est un symptôme de la peur des changements à venir et du refoulement de notre désir d'agir, notre laisser-faire. Nous devrions d'ailleurs parler d'un

laissons-faire, à la première personne du pluriel : nous laissons faire et nous nous laissons faire⁴. La question de pourquoi nous nous laissons faire est complexe, et elle a été amplement traitée concernant les régimes totalitaires et le terrorisme d'Etat. Ce qui nous intéresse, qui nous semble maintenant prioritaire, est de comprendre comment ne pas (nous) laisser faire. Comment montrer que nous avons tout à gagner de construire un changement de société ? Nous avons besoin, à tous les niveaux, y compris au sein de nos disciplines de recherche, de trouver et promouvoir des registres et formulations pour raconter notre épopée actuelle, et orienter nos quêtes de solutions. Nous avons besoin, finalement, de trouver et transmettre les bonnes raisons pour nous mobiliser, car tandis que nous nous prélassons dans le laisser-faire, d'autres s'affairent (à construire des murs, à exploiter ciel et terre...).

Nous tenons à remercier tous les participants des ateliers de discussion, ainsi que les auteurs qui se sont prêtés au jeu interdisciplinaire de ce dossier. Et nous nous réjouissons de continuer cette réflexion, peut-être en compagnie de vous, chères lectrices, chers lecteurs.

Références

- AIRA, César (2001), *La villa*, Buenos Aires : Emecé.
 BOUTON, Christophe (2013), *Le temps de l'urgence*, Paris : Le Bord de l'eau.
 MIÉVILLE, China (2012 [2011]), *Embassytown*, London : Pan Books.
 SÉVEGNIN, Pablo & STEVENS, Raphaël (2015), *Comment tout peut s'effondrer : Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations*, Paris : Seuil.
 VIALON, François-Xavier (2016), « L'adaptation, ren-gaine du capitalisme face au changement climatique. Revue du livre de Romain Felli (2016) La grande adaptation », *Domaine Public*, 24 juin 2016, <<http://www.domainepublic.ch/articles/29534>>

⁴ La chanson de Matthieu Côte « Qu'est-ce qu'ils sont cons » est exemplaire de l'idée que nous (nous) laissons faire. <www.youtube.com/watch?v=Q84DpWK8S2o>